



NOM (sous lequel vous désirez être inscrit au Tableau de l'Ordre, pour les femmes mariées) :

Prénom :

ADRESSE DOMICILE :



PREMIERE INSCRIPTION

TRANSFERT DE DOSSIER

TRANSFERT DE DOSSIER / MEDECIN RETRAITE

MEDECINE GENERALE

DES OU CES :

MEDECIN P.A.C.

DATE DEPOT DE DOSSIER : ----- / ----- / -----

MEDECIN NOUVEAU REGIME

MEDECIN ANCIEN REGIME

MEDECIN DE L'UNION EUROPEENNE

DATE DU DIPLOME : ----- / ----- / -----

MED AYANT OBTENU L'AUTORISATION MINISTERIELLE

DEPOT DES CONTRATS : OUI NON

ANTECEDENTS :

DEPARTEMENT AYANT DELIVRE LA LICENCE DE REMPLACEMENT :

SANCTION DISCIPLINAIRE ? OUI

NON

INSTRUCTION EN COURS ? OUI

NON

SERVICE MILITAIRE : EFFECTUE

REFORME

EXEMPTÉ

CAUSE DE REFORME OU D'EXEMPTION :

MEDECIN EN TRANSFERT DE DOSSIER :

INSTALLATION ANTERIEURE : OUI

NON

EXERCICE ANTERIEUR :

HOSPITALIER

SALARIE

DISPENSARE

AUTRE

CHANGEMENT DE MODE D'EXERCICE PREVU : OUI

NON

A QUELLE DATE ? ----- / ----- / -----

Je certifie sur l'honneur les renseignements fournis et m'engage à signaler par écrit au Conseil départemental tout changement (domicile, adresse professionnelle, activité, cessation, qualification).

DATE : ----- / ----- / -----

SIGNATURE :

RAPPEL DE LA DEONTOLOGIE :

A VERIFIER PAR LE CONSEILLER RAPPORTEUR :

PROJET D'ENTETE D'ORDONNANCE

PROJET DE PLAQUE PROFESSIONNELLE

PROJET D'ANNONCE D'INSTALLATION

DIVERS :

.....

.....

.....

.....

NOM DU CONSEILLER RAPPORTEUR :

L'INSCRIPTION NE POSE PAS DE PROBLEME

L'INSCRIPTION POSE UN PROBLEME DE : DEONTOLOGIE CONTRAT AUTRE

Observations éventuelles :

.....

.....

DATE DE L'ENTREVUE : ----- / ----- / -----

SIGNATURE DU CONSEILLER RAPPORTEUR :

POUR LES MEDECINS DE L'UNION EUROPEENNE :

ADRESSE DANS LE PAYS D'ORIGINE :

.....

.....

TEL :

DATE PREVUE DE CESSATION D'ACTIVITE DANS LE VAL DE MARNE :

Je m'engage à prévenir le Conseil départemental dès ma cessation d'activité médicale en France.

DATE : ----- / ----- / -----

SIGNATURE :



Annexe B. LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

POUR UN TRANSFERT OU UNE RE-INSCRIPTION

- 2 questionnaires remplis et signés accompagnés de la feuille d'information
- 2 photographies d'identité,
- Une photocopie d'une pièce d'identité en cours de validité (ou, le cas échéant, une attestation de nationalité délivrée par une autorité compétente) ;
- Le cas échéant, une photocopie de la carte de séjour de membre de la famille d'un citoyen de l'Union en cours de validité ;
- Le cas échéant, une photocopie de la carte de résident de longue durée-CE en cours de validité ;
- Le cas échéant, une photocopie de la carte de résident portant mention du statut de réfugié en cours de validité ;
- Le cas échéant, une photocopie de la carte bleue européenne en cours de validité ;
- Le cas échéant, une copie des titres de formation obtenus depuis votre première inscription au tableau de l'Ordre ;
- Un curriculum vitae ;
- Les contrats et avenants ayant pour objet l'exercice de la profession ;
- Si vous exercez en société (SEL, SCP), les statuts de cette société et leurs avenants ;
- Si vous êtes fonctionnaire ou agent public : l'arrêté de nomination ;
- Si vous êtes professeur des universités-praticien hospitalier (PU-PH), maître de conférences des universités-praticien hospitalier (MCU-PH) ou praticien hospitalier (PH) : l'arrêté de nomination en qualité de praticien hospitalier et, le cas échéant, le décret ou l'arrêté de nomination en qualité de professeur des universités ou de maître de conférences des universités ;
- Si vous êtes ressortissant d'un Etat étranger, un extrait de casier judiciaire ou un document équivalent, datant de moins de trois mois, délivré par une autorité compétente de l'Etat d'origine ou de provenance ; cette pièce peut être remplacée, si vous êtes ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen, par une attestation datant de moins de trois mois de l'autorité compétente de l'Etat d'origine ou de provenance certifiant que vous remplissez les conditions de moralité ou d'honorabilité ;
- Une déclaration sur l'honneur certifiant qu'aucune instance pouvant donner lieu à condamnation ou sanction susceptible d'avoir des conséquences sur l'inscription au tableau n'est en cours à votre encontre ;
- Un certificat de radiation d'inscription ou d'enregistrement délivré par l'autorité auprès de laquelle vous étiez antérieurement inscrit ou enregistré ou, à défaut, une déclaration sur l'honneur certifiant que vous n'avez jamais été inscrit ou enregistré, ou, à défaut, un certificat d'inscription ou d'enregistrement dans un Etat membre de l'Union européenne ou partie à l'accord sur l'Espace économique européen ;
- Tous éléments de nature à établir que vous possédez les connaissances linguistiques nécessaires à l'exercice de la profession.